

## CONVENTION DE MÉCÉNAT

### Entre les soussignés

#### **AVIGNON UNIVERSITE**

Etablissement Public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège se situe 74 rue Louis Pasteur 84029 AVIGNON Cedex 1 représenté par son président, Philippe ELLERKAMP,

Avignon Université agit au nom et pour le compte du Laboratoire Informatique d'Avignon EA 4128 dirigé par son directeur Mr Yannick ESTEVE.

Ci-après désignée par « **Avignon Université** » ou le « **COORDINATEUR DE LA CHAIRE LIAvignon** »,  
D'une part,

**Et,**

**ORANGE**, société anonyme au capital de 10 640 226 396 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 380 129 866, dont le siège social est situé 111, quai du Président Roosevelt, 92130 Issy-les-Moulineaux, représentée par Nicolas DEMASSIEUX, agissant en tant que Directeur Orange Innovation Research, dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommée « **le Mécène** »

D'autre part,

#### **PRÉAMBULE**

Avignon Université, le Laboratoire national de métrologie et d'essais, Orkis, Cerco SA, Airbus Defence and Space SAS, VS labs Limited, Orange et Bertin ont décidé de créer une chaire partenariale de recherche ayant pour but de développer la recherche, l'innovation et la formation dans le domaine de l'intelligence artificielle.

Dans ce cadre, Avignon Université et le Mécène ont signé un accord de consortium de CHAIRE (ci-après désigné « **ACCORD** »), ayant pris effet le 1<sup>er</sup> juin 2021, afin de définir les modalités relatives à la mise en place et au bon fonctionnement de la CHAIRE LIAvignon ainsi que les droits et obligations respectifs en résultant pour l'ensemble des parties.

En application de l'ACCORD et conformément aux différentes catégories de statuts des parties définies au sein de l'ACCORD, le Mécène est qualifié de MEMBRE FONDATEUR.

Conformément à l'article 8 et 9 de l'ACCORD, le Mécène souhaite verser une contribution financière au COORDINATEUR.

**DANS CE CADRE, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 – OBJET**

La présente convention de mécénat (ci-après la « **Convention de Mécénat** ») a pour objet de définir les modalités du soutien apporté par le Mécène au COORDINATEUR pour parvenir à mettre en œuvre le projet de la CHAIRE LIAvignon en application des dispositions de l'ACCORD.

### **ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DU MECENE**

Le Mécène s'engage à contribuer au financement de la CHAIRE LIAvignon décrit ci-dessus en versant la somme de 62 500€ net de taxes (soixante-deux mille cinq cent euros) à Avignon Université.

### **ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DU COORDINATEUR DE LA CHAIRE LIAVIGNON**

#### **3-1 Soutien financier**

Le COORDINATEUR DE LA CHAIRE LIAvignon s'engage à utiliser l'intégralité de la contribution apportée par le Mécène pour financer le projet CHAIRE LIAvignon.

À réception du don, le COORDINATEUR DE LA CHAIRE LIAvignon établira et adressera un reçu fiscal au Mécène.

#### **3-2 Communication**

Pendant toute la durée de la présente Convention de Mécénat, Avignon Université s'engage à faire mention du partenariat avec le Mécène sur tous les supports de communication liés à l'opération et, notamment à reproduire le logo du Mécène conformément aux dispositions de l'ACCORD annexée à la Convention de Mécénat.

#### **3-3 Absence de contreparties**

A titre liminaire, il est précisé que le Mécène ne recherche pas de retours directs sur son activité commerciale. Il est expressément convenu que la présente Convention se plaçant sous le régime du mécénat, les contreparties dont pourrait bénéficier le Mécène sont strictement limitées et qu'il existe une disproportion marquée entre les contributions financières et en nature données ou mises à disposition par le Mécène et la valorisation des contreparties rendues par le COORDINATEUR.

### **ARTICLE 4 - MODALITES DE REGLEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE**

#### **4-1 Modalités de versement du don**

Les versements sont effectués sous forme de 5 virements de 12 500 euros (douze mille cinq cent euros), net de taxe, dus respectivement aux dates suivantes : 1<sup>er</sup> septembre de chaque année.

Chaque versement fait l'objet d'un appel de fonds de la part d'Avignon Université.

Cette somme est rattachée par les soins d'Avignon Université sur une ligne financière spécifique dédiée à la CHAIRE LIAvignon.

Le versement de cette contribution sera adressé à Monsieur l'Agent Comptable d'Avignon Université, T.G. de Vaucluse, CRS Jean Jaurès B.P. 1040, 84098 Avignon CEDEX,

Domiciliation	Code Banque	Code Guichet	N° de Compte	Clé RIB
TP AVIGNON	10071	84000	00001002336	80

Le libellé du virement est :

**[CHAIRE LIAvignon]**  
**ACCORD CONSORTIUM N°C-21-LIA-01**

#### 4-2 Déductibilité fiscale dans le cas d'une opération de mécénat

Un reçu fiscal au titre des dons est adressé par Avignon Université suivant le modèle fourni par l'administration fiscale (modèle CERFA 11580\*03 disponible sur le site [impot.gouv.fr](http://impot.gouv.fr)), au Mécène dès que les fonds sont versés par ce dernier.

Ce reçu permet au Mécène de bénéficier d'une réduction d'impôt dans les conditions fixées aux articles 200 et 238 bis du code général des impôts.

#### 4-3 Obligation déclarative

En application de l'article 149 de la loi de finances pour 2019, les versements mentionnés au 4-1 ouvrant droit à la réduction d'impôt ainsi que la valeur des biens et services reçus en contrepartie mentionnés au 3-3 et récapitulés en annexe de la présente convention feront l'objet d'une déclaration à l'administration fiscale par le Mécène, associés à l'identité d'Avignon Université.

### **ARTICLE 5 – ABSENCE D'EXCLUSIVITE**

En vue de trouver des financements complémentaires, nécessaires à la réalisation du projet CHAIRE LIAvignon, Avignon Université est amenée à contracter avec d'autres entreprises, qualifiées de membres de la CHAIRE LIAvignon en application de l'ACCORD.

Avignon Université et le Mécène possèdent chacun un exemplaire de l'ACCORD qui rappelle les principes que doivent poursuivre les deux parties dans le cadre de leur partenariat.

### **ARTICLE 6 - SUIVI**

Pour assurer le suivi de la présente Convention de Mécénat, les parties désignent les interlocuteurs suivants :

Pour Avignon Université : Monsieur Jean-François Bonastre et Madame Anne-Charlotte Planchenault

Mail : [chaire-ia@univ-avignon.fr](mailto:chaire-ia@univ-avignon.fr)

[anne-charlotte.planchenault@univ-avignon.fr](mailto:anne-charlotte.planchenault@univ-avignon.fr)

Pour le Mécène : Madame Valérie Barnole

Mail : [valerie.barnole@orange.com](mailto:valerie.barnole@orange.com)

## **ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DES PARTIES**

Les parties s'engagent mutuellement à accomplir leurs obligations telles qu'elles sont définies dans la présente Convention de Mécénat ainsi que dans le respect de l'ACCORD joint en annexe.

En cas de résiliation, le Mécène ne peut plus faire usage d'une manière directe ou indirecte du nom et de l'image d'Avignon Université et de la CHAIRE LIAvignon.

## **ARTICLE 8 – MODIFICATIONS**

La présente Convention de Mécénat ne peut être modifiée que par un document écrit et signé par les deux parties.

## **ARTICLE 9 – SUBROGATION**

Aucune substitution de partie ne peut intervenir sans accord préalable écrit, signé des deux parties ayant conclu la présente Convention de Mécénat.

## **ARTICLE 10 – RESILIATION**

Les dispositions de l'ACCORD jointes en annexe s'appliquent à la présente Convention de Mécénat.

## **ARTICLE 11 – RESPONSABILITE DU MECENE**

Aucune responsabilité ne peut être recherchée par Avignon Université auprès du Mécène du fait de sa contribution, quant à l'organisation, la mise en œuvre et la réalisation de la CHAIRE LIA.

## **ARTICLE 12 – FORCE MAJEURE**

En cas d'événement de force majeure faisant obstacle à l'exécution par l'une des parties de ses obligations telles qu'elles découlent de la présente convention, la partie défaillante informe immédiatement l'autre partie de la survenance d'un tel événement. La partie défaillante est exonérée de toute responsabilité du fait de son inexécution qui ne peut être considérée comme une violation de la convention.

Il faut entendre par événements de force majeure, des événements imprévisibles, irrésistibles et de nature à rendre impossible l'exécution des obligations aux conditions stipulées dans la présente convention.

## **ARTICLE 13 – CONFORMITÉ**

13.1 Le développement d'Orange et de l'Etablissement est fondé sur un ensemble de valeurs et de principes tels que figurant pour Orange dans sa Charte Déontologique et sa Politique Anticorruption du groupe Orange disponible sur le site [www.orange.com](http://www.orange.com) et pour l'Etablissement, dans les documents ayant une visée et une portée analogues qui sont consultables publiquement sur les ressources ou site webs de l'Etablissement.

Ces textes traduisent l'engagement des Parties à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires nationales, européennes et internationales qui leurs sont applicables dans la conduite de leurs activités incluant notamment la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, les normes de l'Organisation Internationale du Travail, les directives de l'OCDE (notamment celles qui concernent la lutte contre la corruption), le « US Foreign Corrupt Practices Act », le « UK

Bribery Act », Sapin 2 et le Code pénal français relatif aux crimes et délits financiers et économiques, ainsi également que les règles relatives aux sanctions économiques internationales (embargos) pouvant être mises en œuvre, en application du chapitre VII de la charte des Nations Unies, par l'Union Européenne (notamment DGT et OFSI), les autorités et lois américaines (y compris OFAC), les autorités et les lois françaises, ou ne pas être inscrit sur des listes notamment la « Consolidated Travel Ban and Assets Freeze List » publiée par le Comité de sanctions des Nations Unies, la « Specially Designated Nationals and Blocked Persons list » conservée par l'OFAC, la « Asset Freeze Target List » conservée le Ministère des Finances du Royaume-Uni et la liste consolidée des personnes et entités soumises à des sanctions financières européennes (ci-après les « Règles »).

13.2 En cas de modification du cadre législatif et réglementaire ainsi que de décisions de justice qui auraient pour conséquence la violation par l'une des Parties des Règles, les Parties s'engagent à introduire sans délai les adaptations nécessaires au Contrat pour y remédier.

13.3 Les Parties s'engagent pour leur compte, et à obtenir de leurs actionnaires, dirigeants, mandataires sociaux, employés, affiliés, sous-traitants et leurs représentants respectifs qu'ils s'engagent :

- à avoir mis en œuvre les moyens direct et indirect appropriés à la mise en œuvre effective et au maintien d'un programme de compliance afin de garantir le respect des Règles.
- à ce que
  - (i) chacune des personnes visées à l'article 13.3 et qui interviendront de façon directe ou indirecte de quelque façon que ce soit dans l'exécution du Contrat et
  - (ii) l'ensemble des moyens directs ou indirects, techniques, financiers et opérationnels qui auront été mis en œuvre par les Parties pour cette exécution,

respectent les Règles.

Afin de garantir le respect des Règles pendant toute la durée du Contrat, les Parties s'engagent d'une part à faire droit à tout moment aux demandes de l'une des Parties tendant à obtenir de l'autre Partie l'ensemble des éléments justifiant de sa conformité aux Règles et d'autre part à informer l'autre Partie sans délai de tout manquement aux Règles commis par elle ou l'une quelconque des personnes visées à l'article 13.3 dont elle aurait connaissance, ainsi que des mesures correctives mises en place pour se conformer aux Règles.

En cas de non-respect par l'une des Parties des Règles et des engagements visés supra l'autre Partie est en droit de résilier tout ou partie du Contrat avec effet immédiat et ce, nonobstant tous dommages intérêts qui pourraient être imputés à la Partie à l'origine du manquement, dans le cas où la Partie à l'origine du manquement n'a pas remédié audit manquement dans un délai de 30 jours à compter de la réception d'une notification aux fins de se conformer aux Règles et ayant pour conséquence une impossibilité pour l'autre Partie d'exécuter le Contrat.

Tout différend portant sur la formation, l'interprétation ou l'exécution de la présente convention relève, faute d'être résolu à l'amiable entre les parties, de la compétence exclusive des tribunaux français compétents.

Les présentes conditions sont convenues et acceptées par les parties à compter de la signature de la présente Convention de Mécénat et jusqu'à la fin de la CHAIRE LIAvignon soit le 31 Mai 2026.

Pour le Mécène  
Nicolas DEMASSIEUX  
Directeur Orange Innovation Research

Pour Avignon Université  
Philippe ELLERKAMP  
Président

6/6

**Annexe 1 – ACCORD DE CONSORTIUM DE LA CHAIRE LIAvignon**